

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BELFORT

Site de l'Espérance
1 rue de Morimont-90000 BELFORT
Internet : www.infogreffe.fr
Minitel : 08.36.29.11.11
03.84.28.05.57 - Fax 03.84.28.86.54

SELARL CONRAD MARTINEZ-MEYER
3 BD. CARNOT
BELFORT
90000 BELFORT

V/REF :

N/REF : 2000 B 176 / 2004-A-359

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BELFORT CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 04/05/2004, SOUS LE NUMERO 2004-A-359,

Acte S.S.P. en date du 10/03/2004

Cession de parts

CONCERNANT LA SOCIETE

SPORTS ET LIBERTE
Société à responsabilité limitée
22 RUE D'ALTKIRCH
BELFORT
90000 BELFORT

R.C.S. BELFORT 433 186 111 (2000 B 176)

LE GREFFIER



CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

- Monsieur Jean-Luc NEGRE ,
Né le 01^{er} septembre 1960 à MONTAUBAN (82),
De nationalité française ,
Demeurant 22 , rue de Turenne à BELFORT – 90 000 ,
Célibataire ,



D'UNE PART , dénommé le CEDANT ,

- Madame Michèle VERHAMME ,
Née le 27 Avril 1945 à CALAIS (62),
De nationalité française ,
Demeurant 22 , chemin des Annelles à VERTON – 62 600 ,
Mariée sous le régime de la communauté légale de biens avec
Monsieur Jean VERHAMME ,

D'AUTRE PART , dénommée le CESSIONNAIRE,

Sont convenus de la présente cession de parts sociales .

Préalablement à la cession de parts sociales , il est rappelé ici , les
principales caractéristiques de la société SPORTS ET LIBERTE.

CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

MV JV

La société SPORTS ET LIBERTE, prise sous l'enseigne commerciale « CENTER FORM », SARL au capital de SEPT MILLE HUIT CENT EUROS (7 800 E) , a son siège social 22, avenue d'Altkirch à BELFORT – 90 000 .

Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BELFORT sous le numéro B 433 186 111.

Son objet social est le suivant :

- l'exploitation d'une salle de sports de tous types et de détente , de remise en forme et d'esthétisme,
- l'achat et la vente de produits diététiques et de la forme .

Son capital social de SEPT MILLE HUIT CENT euros est divisé en DEUX CENT SOIXANTE (260) parts sociales de TRENTE euros (30) chacune, totalement souscrites et libérées dans les proportions suivantes :

- Monsieur Jean-Luc NEGRE à concurrence de numérotées de 1 à 117 inclus	117 parts
- Monsieur Jean-Bernard BUTEZ à concurrence de numérotées de 118 à 234 inclus	117 parts
- Madame Nathalie CONRAD à concurrence de numérotées de 235 à 260 inclus	26 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social 260 parts

Aux termes de l'article 10 des statuts , il est expressément prévu que les cessions de parts sociales au profit de tiers , sont soumises au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

MV JV 

A cet effet , la collectivité des associés s'est réunie en assemblée générale extraordinaire le 01^{er} mars 2004 , afin d'agréer le projet de cession des parts sociales entre les parties sus-visées.

Une copie des statuts mis à jour , par le gérant , a été remise ce jour , au cessionnaire.

CESSION DE PARTS SOCIALES

Monsieur Jean-Luc NEGRE cède aux conditions ordinaires de fait et de droit à Madame Michèle VERHAMME , qui accepte, CENT DIX SEPT (117) parts sociales de TRENTÉ (30)euros chacune , numérotées de 1 à 117 inclus , émises par la société SPORTS ET LIBERTE , SARL au capital social de SEPT MILLE HUIT CENT Euros (7 800) divisé en DEUX CENT SOIXANTE (260) parts sociales .

PRIX

La présente cession entre Monsieur Jean-Luc NEGRE et Madame Michèle VERHAMME est consentie est acceptée , moyennant le prix total de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX Euros (7 622) , payable comptant ce jour.

L'acquéreur a payé ce prix comptant , au cédant , qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE

Madame Michèle VERHAMME , mariée sous le régime de la communauté légale de biens avec Monsieur Jean VERHAMME , déclare qu'elle a utilisé des fonds communs pour le paiement du prix convenu et que , de ce fait , son conjoint en a été averti.

MV JV 

Ensuite de quoi , Monsieur Jean VERHAMME déclare avoir été dûment averti , et indique qu'il renonce à se voir reconnaître la qualité d'associé de la société.

EFFETS

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour.

A partir de cette date , il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées , étant entendu toutefois que la cession ne sera opposable à la société émettrice et aux tiers , qu'après accomplissement des formalités de publicité nécessaires.

Le CESSIONNAIRE aura seul droit aux dividendes mis en paiement pendant l'exercice social en cours et les exercices ultérieurs , le cédant ayant seul droit aux dividendes mis en paiement au cours des exercices antérieurs.

NANTISSEMENT

Les parts cédées sont libres de tout nantissement , saisie ou tout autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession , anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

REMBOURSEMENT DU DÉPÔT DE GARANTIE

Monsieur Jean-Luc NEGRE a déposé , à titre de garantie lors de la reprise des parts sociales , une somme de TROIS MILLE HUIT CENT ONZE euros qui figure dans les livres de la société SPORTS ET LIBERTE .

Le montant de ce dépôt de garantie lui sera remboursé à Monsieur Jean-Luc NEGRE , au jour de la cession des parts sociales.

MAIN LEVEE DES CAUTIONS

Madame Michèle VERHAMME s'engage , aux termes des présentes , à obtenir la main levée des cautions consenties par Monsieur Jean-Luc NEGRE en garantie des engagements souscrits par la société SPORTS ET LIBERTE , auprès de l'établissement bancaire BANQUE POPULAIRE DE FRANCHE COMTE, agence de BELFORT.

MV JV 

ORIGINE DE PROPRIETE – REMISE DES PIECES

Le CEDANT est propriétaire des CENT DIX SEPT (117) parts sociales cédées pour les avoir acquises au cours de la vie sociale de la société, tel qu'il appert d'un acte sous seing privé en date du 14 NOVEMBRE 2001, enregistré à la Recette des impôts BELFORT SUD le 21 novembre 2001, Vol 12 Folio 38 Bord 625/2.

Monsieur Jean-Luc NEGRE déclare que les parts sociales ne sont grevées d'aucune sûreté, nantissement, obligation, charge ou privilège. En outre, aucune part sociale ne fait l'objet d'un démembrement de propriété.

FISCALITE

La société émettrice est actuellement soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux passible de l'impôt société.

La réalisation de la présente cession ne remettra pas ce régime en cause, la société restant pluri-personnelle.

ENREGISTREMENT

La présente cession de parts sociales est soumise à la formalité de l'enregistrement auprès de la recette des impôts de BELFORT.

Les frais inhérents à l'enregistrement seront à la charge du CEDANT qui s'engage à les régler.

PUBLICITE

Les formalités de publicité consécutives à la cession seront effectuées à la diligence et sous la responsabilité du CESSIONNAIRE, qui s'y oblige dès maintenant. Le CESSIONNAIRE devra en justifier à première demande au CEDANT.

FRAIS

MV JV JW

Les frais , droits et honoraires du présent acte , ceux de l'acte constatant la réalisation de la cession et ceux qui en seront la suite ou la conséquence , sont à la charge du CESSIONNAIRE qui s'y oblige .

Fait à BELFORT ,
Le 10.03.2004
En cinq originaux,

Monsieur Jean-Luc NEGRE

Madame Michèle VERHAMME

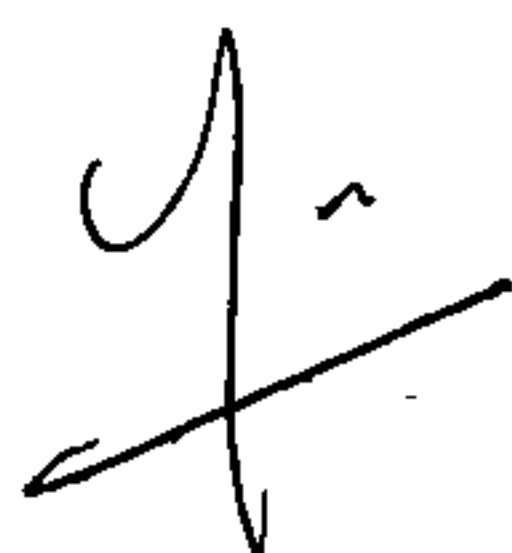
Bon pour cession de cent dix-sept
Sut (117) parts sociales :

Bon pour l'acquisition de
cent dix-sept parts sociales (117)



Monsieur Jean VERHAMME

lu et approuvé



Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE BELFORT SUD

Le 09/04/2004 Bordereau n°2004/243 Case n°2

Ext 514

Enregistrement : 15 €

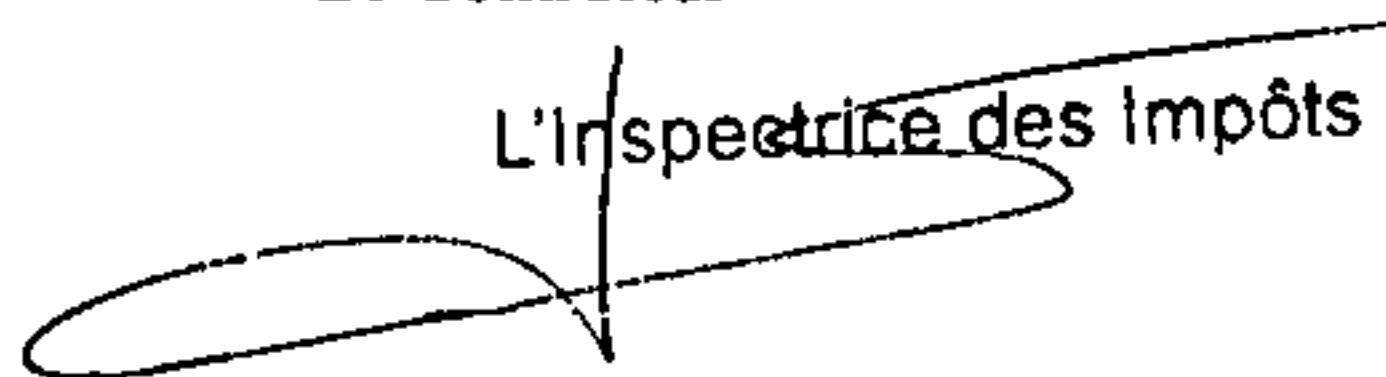
Timbre : 90 €

Total liquidé : cent cinq euros

Montant reçu : cent cinq euros

Le Contrôleur

L'Inspectrice des Impôts



Joëlle CECILLON

MV JV 

SPORTS ET LIBERTE

« CENTER FORM »

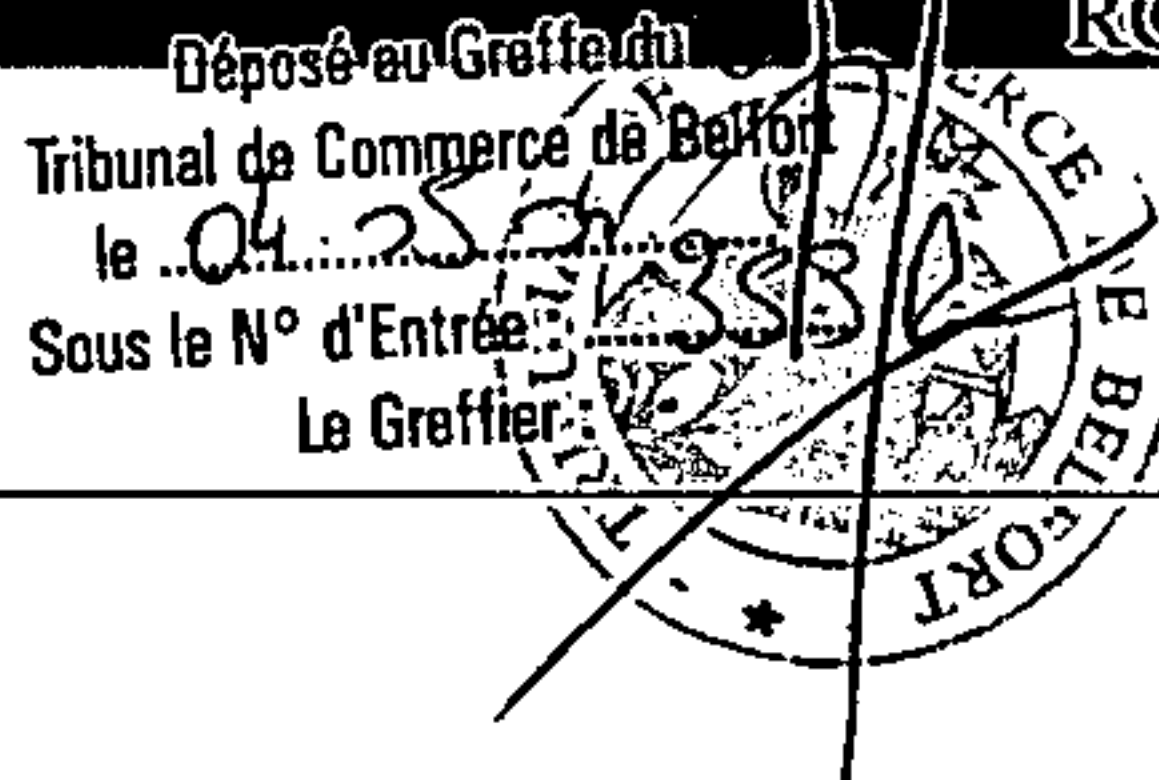
Société à responsabilité limitée

au capital de € 7.800,-

Siège social : 90000 BELFORT

22, rue d'Altkirch

RCS BELFORT B 433 186 111



S T A T U T S

Mis à jour le 10 MARS 2004

Article 1er - FORME

Il a été formé par acte sous seing privé , en date du 06 Octobre 2000 , enregistré à la recette des impôts BELFORT SUD le 12 Octobre 2000, Vol 12 Folio 6 Bordereau 500/1 , une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- l'exploitation d'une salle de sports de tout type et de détente, de remise en forme et d'esthétisme,
- l'achat et la vente de produits diététiques et de la forme,
- la société peut recourir en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature ou importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter, la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaire,
- le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et d'autres droits,
- et plus généralement, sans exception ni réserves, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et à tout objet similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

Elle pourra agir soit seule, soit en collaboration avec tous tiers selon toutes modalités jugées bonnes, et s'intéresser par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer.

Article 3 - DENOMINATION

La société a pour dénomination : **SPORTS ET LIBERTE**

et a pour nom commercial : **CENTER FORM**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL", de l'énonciation du montant du capital social et des lieu et numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 90000 BELFORT – 22, rue d'Altkirch.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville, du même département ou d'un département limitrophe, par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée ordinaire des associés et, partout ailleurs, par délibération collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - APPORTS

1) A l'origine, les soussignés ont apporté en numéraire à la société, savoir :

- | | |
|---|-----------|
| - Mademoiselle Florence PELLETIER, une somme de | € 1.560,- |
| - Monsieur Jean-François RENAUDAT, une somme de | € 6.240,- |

soit au total la somme de	€ 7.800,-
---------------------------	-----------------

laquelle a été déposée par les associés le 6 octobre 2000 au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque du CREDIT MUTUEL, 22 rue Carnot à 90300 VALDOIE .

2) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 4 AOUT 2001, enregistré à la Recette des impôts BELFORT SUD le 30 AOUT 2001, volume 12, folio 32, bord. 474/2, Melle Florence PELLETIER a cédé à M. Jean-François RENAUDAT les 52 parts sociales de 30 € chacune lui appartenant dans la société.

3) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 NOVEMBRE 2001, enregistré à la Recette des impôts BELFORT SUD le 21 novembre 2001 , Vol 12 Folio 38 Bord 625/2 Monsieur Jean-François RENAUDAT a cédé 117 parts sociales de 30 € chacune lui appartenant dans la société à M. Jean-Luc NEGRE.

4) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 NOVEMBRE 2001, enregistré à la Recette des impôts BELFORT SUD le 21 novembre 2001 , Vol 12 Folio 38 Bord 625/2 Monsieur Jean-François RENAUDAT a cédé 117 parts sociales de 30 € chacune lui appartenant dans la société à M. Jean-Bernard BUTEZ.

5) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 NOVEMBRE 2001, enregistré à la Recette des impôts BELFORT SUD le 21 novembre 2001, Vol 12 Folio 38 Bord 625/2 Monsieur Jean-François RENAUDAT a cédé 26 parts sociales de 30 € chacune lui appartenant dans la société à Melle Nathalie CONRAD.

6) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 MARS 2004, enregistré à la Recette Principale des Impôts de BELFORT SUD le 9 AVRIL 2004, bordereau N° 2004/243, case N° 2, M. Jean-Luc NEGRE a cédé à Mme Michèle VERHAMME, les CENT DIX SEPT (117) parts sociales de 30 Euros chacune lui appartenant dans la société.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (€ 7.800,-) et divisé en DEUX CENT SOIXANTE (260) parts égales d'une valeur nominale de TRENTE EUROS (€ 30,-) chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés en proportion de leurs apports et des cessions de parts intervenues par la suite, savoir :

- Madame Michèle VERHAMME à concurrence de numérotées de 1 à 117 inclus	117 parts
- Monsieur Jean-Bernard BUTEZ à concurrence de numérotées de 118 à 234 inclus	117 parts
- Madame Nathalie CONRAD à concurrence de numérotées de 235 à 260 inclus	26 parts
TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social	260 parts

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les DEUX CENT SOIXANTE (260) parts sociales sont souscrites en totalité par les associés, et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraire et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

Article 8 - PARTS SOCIALES

1. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

2. Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit. Cependant, en cas d'apport en nature réalisé sans intervention d'un commissaire aux apports, ou lorsque la valeur retenue par les associés est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont responsables solidairement vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus, dans ce cas, de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

3. Indivisibilité des parts sociales - Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en-dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété et à défaut d'entente ou de convention dûment notifiée à la société, l'usufruitier représente valablement les parts démembrées pour l'exercice de tous droits sociaux.

4. Associé unique

En cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main, l'associé unique est immédiatement soumis au régime de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

L'associé unique peut dissoudre la société à tout moment par déclaration au greffe du tribunal de commerce du siège social.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

1. Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à l'agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 ci-après, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

2. Réduction de capital

Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision de l'assemblée des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS

1. Cession de parts

Les cessions de parts se font par acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposables à la société, elles doivent lui être signifiées par exploit d'huissier ou être acceptées par elle dans un acte notarié.

Toutefois, la signification par huissier pourra être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, elles doivent en outre avoir été déposées au greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, entre associés ou à quelque autre cessionnaire que ce soit, y compris les conjoint, ascendant ou descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des alinéas précédents, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1 du Code

Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

2. Transmission de parts

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants-droit ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants-droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants-droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personnes physiques ainsi que le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale, n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 12 - GERANCE

1) La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux a la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

2) Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut agir séparément pour tous les actes entrant dans l'objet social, sauf le droit pour les autres de s'opposer à toute opération non encore conclue.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Il est expressément stipulé que tous emprunts autres que les découverts normaux en banque, toutes ventes, tous échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur les fonds de commerce appartenant à la société, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ne pourront être réalisés qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire des associés. Cette limitation de pouvoirs n'est pas opposable aux tiers.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Les gérants doivent consacrer le temps et les soins nécessaires à la marche des affaires sociales ; ils ne peuvent faire, pour leur compte personnel ou pour le compte d'une autre société, aucune opération entrant dans l'objet social.

3) Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par un acte postérieur, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

Tout gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, par lettre recommandée, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire des parts sociales.

En cas de cessation de fonction par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la

collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 14 ci-après.

4) En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Article 13 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1) La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a) Assemblée générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée, adressée à chacun des associés, à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

2) Tout associé a le droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

3) Les procès verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi, à savoir : révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres excèdent cinq millions de francs.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 16 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

Article 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Article 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année, exception faite pour le premier exercice social qui courra du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, pour se terminer le 31 décembre 2001.

Article 20 - COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement le rapport du commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre des parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle, ou à défaut, par les gérants.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

La prescription de cinq ans de l'article 2277 du Code Civil est applicable aux dividendes non réclamés.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée, hors le cas de distribution de dividendes fictifs, cette action en répétition se prescrivant par trois ans à compter de la mise en paiement des dividendes.

Article 23 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires à la transformation, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux. Les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionnée au troisième alinéa de l'article 69 ; dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220. Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Le rapport est tenu à la disposition des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

Article 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans un délai fixé par la loi, réduit, sous réserve des dispositions de l'article 9.2 ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

Article 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom de ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en-dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Article 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à BELFORT, le 10 MARS 2004
Monsieur Jean-Bernard BUTEZ, gérant

bon copie conforme 